Qui assume réellement les coûts de l'éducation? Ou comment la prise en charge des dépenses d'éducation passe du secteur public au secteur privé

LES
INDICATEURS
DE L'ÉDUCATION
À LA LOUPE
NOVEMBRE 2017

#56

Qui assume réellement les coûts de l'éducation? Ou comment la prise en charge des dépenses d'éducation passe du secteur public au secteur privé

- Les transferts du secteur public au secteur privé jouent un rôle important dans le financement de l'éducation par le biais de canaux indirects, en particulier dans l'enseignement tertiaire.
- Les dépenses privées peuvent être subventionnées de différentes manières : si les prêts sont un type de transfert public important, notamment dans l'enseignement tertiaire, la plupart des pays privilégient néanmoins les allocations.
- C'est souvent dans les pays où la part du financement privé dans les dépenses d'éducation est plus élevée que celle des transferts publics est la plus faible, une configuration pouvant entraver l'accès à l'apprentissage.
- Les transferts du secteur public au secteur privé sous forme de prêts d'études sont un moyen pour les pouvoirs publics de réduire les dépenses engagées directement par les étudiants, tout en recouvrant ultérieurement les fonds via le remboursement des prêts.

Concepts et définitions

Les **dépenses publiques d'éducation** incluent le financement public direct au titre des établissements d'enseignement. Les **dépenses privées** se rapportent aux dépenses financées par des sources privées (ménages et autres entités privées), telles que les frais de scolarité et autres paiements effectués par les élèves/étudiants ou les ménages auprès des établissements d'enseignement ou ailleurs.

Les **transferts de fonds du secteur public au secteur privé** peuvent relever des dépenses publiques ou privées, selon l'angle d'analyse retenu. Ils relèvent des dépenses publiques lorsque l'analyse porte sur la source initiale de financement avant transferts aux entités privées, mais des dépenses privées lorsqu'elle porte sur la source finale de financement après transferts.

Les transferts du secteur public au secteur privé incluent : 1) les allocations/bourses (aides non soumises à remboursement) ; 2) les prêts publics d'études (soumis à remboursement) ; et 3) les transferts publics et certains autres paiements (principalement des aides) à d'autres entités privées (sociétés commerciales et organisations à but non lucratif). Ces transferts et paiements peuvent être effectués sous différentes formes, notamment : des transferts à des associations commerciales ou syndicales proposant des programmes d'éducation pour adultes ; des aides aux entreprises ou organisations syndicales (ou associations de ce type d'entités) proposant des formations sous contrat d'apprentissage ; et des bonifications d'intérêt ou garanties en cas de défaut de paiement pour les établissements financiers privés proposant des prêts d'études.

Les **dépenses totales d'éducation** correspondent à la somme des dépenses publiques et privées, ainsi que des transferts publics. Elles couvrent les dépenses engagées au titre des établissements d'enseignement et ailleurs.

Les transferts de fonds du secteur public au secteur privé aident à subventionner les coûts privés de l'éducation

Les ressources financières consacrées à l'éducation proviennent de sources multiples : pouvoirs publics ; organismes privés ; et élèves/étudiants et leurs familles. Une part importante des dépenses publiques est directement allouée aux établissements d'enseignement, mais les pouvoirs publics transfèrent également

des fonds à ces établissements par le biais de différents autres dispositifs de dotation (aides au titre des frais de scolarité ou financement public direct des établissements sur la base des effectifs scolarisés ou des heures de crédits) ou d'aides aux élèves/étudiants, ménages et autres entités privées (sous forme de bourses, allocations ou prêts).

Les pouvoirs publics utilisent ce type de transferts afin d'inciter les établissements d'enseignement à organiser leurs programmes éducatifs et leur enseignement de façon à mieux répondre aux besoins des élèves/étudiants, mais aussi pour élargir l'accès à l'éducation et réduire les inégalités sociales. Faire passer le financement des établissements par le biais des élèves/étudiants aide à renforcer la concurrence entre les établissements et l'efficacité du financement de l'éducation. Les aides au titre des frais de subsistance des étudiants pouvant aussi servir de substitut aux revenus du travail, les transferts publics peuvent participer à l'élévation du niveau de formation en permettant aux étudiants de se consacrer à leurs études à plein temps.

Dans les pays de l'OCDE, les transferts du secteur public au secteur privé jouent un rôle important dans le financement indirect de l'éducation (voir le graphique 1), bien qu'ils ne représentent qu'environ 3 % des dépenses totales dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. À ces niveaux, c'est en Australie, au Mexique et aux Pays-Bas que la part des transferts publics est la plus élevée (supérieure à 5 % des dépenses totales), et aux États-Unis, au Japon et au Royaume-Uni qu'elle est la plus faible (inférieure à 0.5 %).

GRAPHIQUE 1 / Répartition des transferts ainsi que des dépenses publiques et privées au titre de l'éducation (2014)

Selon le niveau d'enseignement

Remarque : Les chiffres des États-Unis se rapportent au montant net (et non brut) des prêts d'études, d'où la sous-estimation des transferts publics. Les pays sont classés par ordre décroissant de la part des transferts du secteur public au secteur privé.

Source : OCDE (2017), Base de données de Regards sur l'éducation, <http://stats.oecd.org/>.

Dans l'enseignement tertiaire, la part des transferts publics dans les dépenses totales est en moyenne plus élevée. Elle varie toutefois sensiblement entre les pays, allant de 30 % ou plus en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, à moins de 10 % en Espagne, en France, en Israël, en Lettonie, au Mexique et en République tchèque.

Si les prêts constituent un type de transfert public important dans l'enseignement tertiaire, la plupart des pays privilégient néanmoins les allocations

Les types d'aides publiques proposées encouragent l'élévation du niveau de formation, en particulier dans l'enseignement tertiaire où la part des dépenses privées est la plus importante. Les modalités de transfert des fonds publics aux entités privées varient sensiblement entre les pays de l'OCDE (voir le graphique 2). En 2014, les bourses et allocations représentaient le type de transfert le plus répandu, malgré leur contribution limitée aux dépenses totales (9 %, en moyenne, dans les différents pays à l'étude). Dans un tiers des pays disposant de données, les transferts du secteur public au secteur privé s'effectuent presque exclusivement sous forme d'allocations ou de bourses. Les pays restants ont davantage recours aux prêts en plus des allocations. Les prêts représentent notamment plus de deux tiers du total des transferts du public au privé en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni. Il s'agit également des pays où la part des dépenses privées dans l'enseignement tertiaire est la plus élevée ; ils allègent la charge financière des étudiants à l'aide de mesures telles que le remboursement des prêts en fonction des revenus que vient compléter un dispositif d'allocations sous condition de ressources. Les transferts publics présentent l'avantage de promouvoir l'accès à l'éducation et l'équité, et permettent d'améliorer les résultats des élèves/étudiants (OCDE, 2012).

GRAPHIQUE 2 / Transferts du secteur public au secteur privé en pourcentage des dépenses totales au titre de l'enseignement tertiaire (2014)

Ventilation par type de transferts

Remarque : Les chiffres des États-Unis se rapportent au montant net (et non brut) des prêts d'études, d'où la sous-estimation des transferts publics. Les pays sont classés par ordre décroissant de la part des bourses et des transferts et paiements à d'autres entités privées non éducatives en pourcentage des dépenses totales au titre de l'enseignement tertiaire.

Source : OCDE (2017), Base de données de Regards sur l'éducation, <http://stats.oecd.org/>.

Les transferts publics suffisent-ils à couvrir les coûts privés de l'éducation ?

Les pouvoirs publics font face à un défi : trouver le juste équilibre entre l'offre d'une aide suffisante aux financeurs privés et l'efficacité de l'utilisation de ressources publiques limitées. Malgré l'impact considérable des transferts publics sur la réduction de la charge financière de l'accès à l'éducation pour les élèves/étudiants, les ménages et les autres entités privées, les aides publiques semblent ne financer qu'une part relativement faible des coûts privés de l'éducation dans certains pays, tandis que dans d'autres, les transferts publics couvrent en grande partie les dépenses privées. Cette situation n'est pas sans engendrer

des difficultés en termes d'accès et d'apprentissage, puisque l'augmentation de la part privée des dépenses peut dissuader les étudiants de poursuivre leurs études.

À tous les niveaux d'enseignement, la part des transferts du secteur public au secteur privé dans les dépenses privées totales tend à diminuer avec l'augmentation de la part des dépenses privées d'éducation. Les pays situés dans le quadrant IV du graphique 3 sont ceux où la part des dépenses privées est élevée mais celle des transferts publics, relativement faible. À l'inverse, dans les pays du quadrant I, la part des dépenses privées est plus faible, tandis que celle des transferts publics est plus élevée.

Aucun modèle unique de répartition n'est observé dans les pays de l'OCDE. Dans les pays des quadrants III et I, la part des dépenses privées est plus faible, mais celle des transferts publics varie. Ainsi, en Lettonie et en Turquie, la part du financement privé dans les dépenses au titre de l'enseignement tertiaire est quasi identique, mais en Turquie, la part des transferts du secteur public au secteur privé représente près du double (en termes relatifs) de celle relevée en Lettonie. Des différences similaires s'observent dans les pays où la part des dépenses privées d'éducation est plus élevée (soit ceux des quadrants IV et II). Ainsi, même si la part des dépenses privées est quasi identique au Chili et en Australie, les pouvoirs publics australiens couvrent une part importante des coûts privés grâce à l'allocation d'aides publiques sous forme de prêts d'études, soulageant ainsi au moins temporairement les financeurs privés, jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de commencer leurs remboursements.

GRAPHIQUE 3 / Part des dépenses privées au titre de l'éducation en pourcentage des dépenses totales, et part des transferts publics en pourcentage des dépenses privées (2014)

Selon le niveau d'enseignement

Remarque : Les chiffres des États-Unis se rapportent au montant net (et non brut) des prêts d'études, d'où la sous-estimation des transferts publics.

Source : OCDE (2017), Base de données de Regards sur l'éducation, <http://stats.oecd.org/>.

Les modalités d'octroi des financements et la contribution escomptée de la part des financeurs privés dans les différents niveaux d'enseignement varient également entre les pays. Dans des pays tels que le Mexique et la Turquie, la contribution escomptée de la part des financeurs privés est ainsi supérieure à la moyenne de l'OCDE dans l'enseignement primaire, mais inférieure à cette moyenne dans l'enseignement tertiaire, signe de la forte priorité que ces pays accordent à encourager la poursuite d'études supérieures. La tendance inverse s'observe en Corée, aux États-Unis et au Royaume-Uni : l'acquisition des compétences de base y est financée en grande partie par des fonds publics, tandis que la contribution escomptée de la part des financeurs privés est plus élevée dans l'enseignement supérieur.

Les pouvoirs publics s'efforcent d'adapter leurs politiques de frais de scolarité et d'aide financière face à l'augmentation des coûts de l'éducation, des rendements de l'élévation du niveau de formation sous forme d'accroissement des revenus, et des risques du marché du travail (tels que le chômage). En période d'austérité budgétaire, l'analyse de la façon dont les transferts publics peuvent aider à subventionner le financement privé pourrait constituer un élément clé de l'élaboration de nouvelles politiques plus efficaces en vue d'élargir l'accès à l'éducation à tous les niveaux d'enseignement.

Pour conclure

Malgré les bénéfices manifestes tirés de l'éducation, les pouvoirs publics sont confrontés à des arbitrages difficiles pour trouver le juste équilibre dans la répartition des parts publique et privée du financement de l'éducation.

La compréhension des modalités de financement des dépenses privées (par le biais de transferts publics ou de fonds privés) peut faire la différence dans l'élargissement de l'accès à l'éducation et permettre de mieux appréhender l'évolution au fil du temps du financement du coût de l'éducation entre sources publiques et privées.

POUR TOUT COMPLÉMENT D'INFORMATION :

OCDE (2017), *Regards sur l'éducation 2017: Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/eag-2017-fr>.

OCDE (2012), « Quelles aides les pays apportent-ils aux étudiants de l'enseignement supérieur dans le monde ? », *Les indicateurs de l'éducation à la loupe*, n° 2, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/5k9d5v70p0lq-fr>.

CONSULTER

www.oecd.org/fr/education/regards-sur-l-education-19991495.htm

Les indicateurs de l'éducation à la loupe (numéros précédents)

PISA à la loupe

L'enseignement à la loupe

PROCHAIN NUMÉRO

La demande du marché du travail suit-elle le rythme de l'élévation du niveau de formation de la population ?

CONTACTER :

Daniel Sánchez Serra (daniel.sanchezserra@oecd.org)

Crédit photo : © Christopher Futcher / iStock; © Marc Romanelli / Gettyimages; © michaeljung / Shutterstock; © Pressmaster / Shutterstock
Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions qui y sont exprimées et les arguments qui y sont employés ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.